



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 12 NOVEMBRE 1983

N° 227

PRIX : ANTILLES 2F
FRANCE 3F

Editorial

11 NOVEMBRE 1918 : Fin de la 1^{ère} boucherie impérialiste.
11 NOVEMBRE 1983 : La 3^{ème} est en préparation !

Le 11 novembre, vendredi, tous nos élus patriotes (français) iront fleurir les monuments aux morts des communes de Guadeloupe et Martinique, érigés à la mémoire des jeunes gens qui sont morts au cours de la guerre de 1914-1918. Ces jeunes Antillais, plusieurs centaines, sont morts au service des intérêts des capitalistes d'un pays qu'ils n'avaient jamais vu.

Mais combien de jeunes hommes sont morts ainsi venant des quatre coins du monde, en ces quatre ans de guerre, pour la défense d'intérêts qui n'étaient pas les leurs, ni ceux de leur classe ? Il y en a eu des centaines de milliers. Bien sûr, disait-on le 11 novembre 1918, date de l'armistice, ce devait être la dernière fois : la dernière guerre !

Vingt ans après, les bourgeoisies de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne des Etats-Unis, d'Italie et du Japon, remettaient ça. Cette fois, ce n'était plus la guerre au corps à corps, d'une tranchée à l'autre comme à Verdun, où des soldats, des travailleurs, drogués et fous de terreur s'entrégorgeaient pendant que depuis leurs quartiers généraux, les gradés de la bourgeoisie supervisaient le massacre.

Cette fois là, on utilisait du matériel déjà sophistiqué, avions, sous-marins, tanks etc...

L'industrie de guerre avait progressé et rapportait des profits juteux aux fabricants d'armes. Il faut dire qu'avec la crise économique qui avait débuté en 1929, les profits réalisés par les capitalistes avaient diminué, et que l'industrie d'armement, avec comme client l'état, était la seule qui rapportait des profits considérables aux capitalistes.

Construire du matériel de guerre sophistiqué, et l'utiliser, cela rapporte beaucoup à ceux qui le fabriquent, cela fait aussi beaucoup de morts.

En 1939, la bourgeoisie n'a pas hésité. Pour défendre ses intérêts économiques et politiques, elle a envoyé au massacre des centaines de millions d'hommes. 55 millions sont morts dans cette guerre ! C'était la « der des ders », disait-on alors.

Aujourd'hui, la troisième guerre mondiale nous menace. La bourgeoisie se trouve plongée dans une nouvelle crise économique, et chaque société multinationale, ou presque, a son secteur d'armement. La puissance atomique déjà existante dans le monde est considérable : 20.000 mégatonnes.

Voici que ce révèle une Revue Anglaise «New Scientist» sur les résultats d'une guerre nucléaire éventuelle.

Si la moitié seulement de cette force atomique était utilisée, il y aurait très peu de chance de survie pour l'espèce humaine. La pulvérisation des roches dans l'atmosphère obscurcirait le ciel pendant au moins deux ans. Une grande quantité d'eau de mer serait réduite en vapeur d'eau. La couche d'ozone qui se trouve dans la haute atmosphère et qui nous protège des rayons ultraviolets du soleil, générateurs de brûlures et de cancers de la peau, serait considérablement réduite. Ce la en plus des centaines de millions de morts et de blessés que ferait l'explosion.

Suite page 4

MARTINIQUE : PROVOCATION ANTI-OUVRIERE DE LA DIRECTION DE L'HOTEL MERIDIEN.

La direction de l'hôtel Méridien a-t-elle décidé de briser le syndicat CDMT ? C'est ce qu'il semble en tout cas avec l'annonce d'une procédure de licenciement à l'encontre de 17 militants CDMT, dont 7 délégués syndicaux !

Ce qui motive cette action des responsables de l'hôtel Méridien, c'est la longue grève de l'hôtellerie qui eut lieu au début de l'année. Les patrons hôteliers n'ont jamais accepté que les employés s'organisent et se battent. Ils n'ont jamais toléré qu'ils dénoncent les superprivilèges dont bénéficient les cadres blancs de l'hôtellerie, alors que l'on refusait aux travailleurs les augmentations de salaire auxquelles ils avaient droit.

C'est à l'hôtel Méridien, le plus gros hôtel de la Martinique que les choses ont pris l'aspect le plus dur. A la rentrée, la direction décidait de muter un employé, militant syndical qui de par son travail (il est employé dans les bureaux) avait des renseignements précis sur la marche de l'hôtel et avait pu renseigner ses camarades à l'époque de la grève. Comme les travailleurs n'avaient pas accepté cette brimade, la direction du Méridien a recouru aux provocations. C'est ainsi que lors d'une grève contre les agissements de la Direction celle-ci a quitté l'hôtel et accusé les grévistes de l'empêcher de gérer celui-ci.

Du reste, les patrons blancs du Méridien ont tout de suite bénéficié du concours de la préfecture !



Photo GRS

Celle-ci a dépêché sur les lieux ses forces de police, contre les grévistes.

Pouvoir blanc, patrons blancs se sont retrouvés du même côté contre les exploités noirs.

Finalement, ceux-ci abandonnaient l'occupation de l'hôtel et décidaient la fin de la grève.

Au bout d'une semaine, la direction n'a

pas encore réouvert l'hôtel, mais décide de mettre à la porte les travailleurs les plus combattifs.

Cette attitude de la direction est une provocation supplémentaire contre les travailleurs. A ceux-ci de ne pas se laisser faire. Et les gros patrons qui dirigent l'hôtel Méridien auraient tort de croire qu'ils parviendraient à leurs fins sans résistance aucune.

Suite page 4

GUYANE : MANIFESTATION DE COLERE DES NOIRS CONTRE LES PRIVILEGES ET LE RACISME. DES BLANCS

Mercredi 2 novembre un Guyanais a été froidement tué par un Blanc parce qu'il avait laissé sa voiture devant le magasin de celui-ci. Ce crime raciste a soulevé la colère à Cayenne où plusieurs magasins appartenant à des Blancs ont été saccagés. Des voitures leur appartenant ont été brûlées. Durant toute la nuit du mercredi, les actes de violence et de destruction contre ce qui appartient à des Blancs se sont poursuivis.

Ces incidents traduisent le profond mécontentement créé par la présence de plus en plus importante des Blancs en Guyane. Ceux-ci s'installent et bénéficient à l'évidence de nombreux privilèges. La base spatiale de Kourou, par exemple, où ils sont nombreux, est une véritable chasse-gardée. Ils sont directement approvisionnés par le port de Kourou et leurs enfants ont leur propre école. Dans cette région de Guyane occupée par les Blancs, ceux-ci visent à avoir une situation autonome sans liens avec les Guyanais. N'est-ce pas eux qui ont déjà réclamé que les vacances scolaires de leurs enfants soient les mêmes qu'en France !

Les liens de faveur entre tous les Blancs, ceux de l'administration, les commerçants et hommes d'affaires, et ceux de Kourou créent

un milieu Blanc. Et le milieu Blanc qui a le pouvoir ! C'est pourquoi dans ces conditions, celles d'une minorité blanche au pouvoir, il faut bien parler d'un « racisme officiel ».

Ce racisme officiel ne peut que révolter les Noirs. Et les récents incidents de Cayenne le prouvent. C'est ce même racisme officiel qui existe en Guadeloupe (où les Blancs sont moins arrogants) et en Martinique où la majorité des Blancs qui savent qu'ils sont des privilégiés et vivent dans des zones réservées évitant de trop se mêler aux Noirs et même d'être trop visibles !

Arrogance, racisme, comportement de celui qui se croit en pays conquis, telle est l'attitude générale des Blancs vivant dans les colonies ou dans les ex-colonies (DOM, TOM et Afrique).

Le « racisme officiel » aux Antilles, Guyane c'est également la protection du milieu Blanc par la justice et l'armée.

En Guadeloupe, la colère a déjà explosé à plusieurs reprises contre le racisme officiel et contre le comportement raciste affiché de certains Blancs.

N'oublions pas que les événements de mai 67 ont eu pour origine l'affaire SRNKY à Basse-Terre. Il y a eu également les incidents de

Baimbridge en 1979 qui avaient éclaté contre l'attitude raciste d'une élève blanche. Les plus récents événements sont ceux de Pointe-à-Pitre où une femme blanche a été presque lynchée en 1982, parce qu'elle avait giflé une femme noire, et ceux de Petit-Bourg lors de la reconstitution de l'assassinat d'un adolescent noir par un Blanc. La population de Petit-Bourg s'en était prise violemment aux forces de gendarmerie et aux représentants de la justice (des Blancs) pour les égards qu'ils avaient eu envers le criminel.

Celui-ci semble-t-il d'ailleurs serait en liberté en France aujourd'hui.

A plusieurs reprises en Guadeloupe des vitrines de magasins appartenant à des Blancs ont été brisées pour dénoncer les privilèges du milieu blanc.

Alors, lorsque les Noirs de Guyane s'en prennent à des Blancs et à leurs biens à la première occasion et expriment leur colère contre le racisme officiel, cela n'a rien de surprenant.

La situation caractérisée par une minorité dirigeante, possédante, armée, qui est blanche et un peuple constitué en majorité de gens pauvres, ou sans pouvoir de décision sur leur propre communauté et qui est noir, une telle situation contient en germe toutes les explosions raciales, toutes les émeutes futures.



Grenadiens protestant contre les violations des droits de l'homme par Gairy en 1977.

La grève générale de 74.

Avec la naissance et le renforcement du New-Jewel Movement créé en mars 1973 par Bishop, Unison Whiteman et Kenrick Radix, l'opposition à Gairy va se renforcer.

Le nouveau parti trouve un écho favorable dans la population qui supporte de plus en plus mal la dictature de Gairy et de ses commandos armés, les «mongoose gang», la dilapidation des fonds publics et l'anarchie économique totale.

A preuve : les grands rassemblements populaires auxquels vont appeler les dirigeants du NJM seront des succès incontestables. Ainsi, alors que Gairy et Herbert Blaize (dirigeant du GNP parti d'opposition modéré) sont à Londres dans le cadre des négociations précédant l'indépendance de l'île, la direction du NJM va convoquer la population à une «conférence du peuple sur l'indépendance» qui réunira 10.000 personnes, soit le quart de l'électorat. Ce rassemblement eut lieu en Mai 73. En novembre de la même année, un autre rassemblement de plusieurs milliers de personnes fut organisé par le NJM.

Il fut appelé «congrès du peuple». Ce fut une sorte de tribunal dans lequel la population était invitée à énoncer les crimes de Gairy. Vingt sept crimes principaux furent recensés. Comme on peut s'en douter cela incluait la corruption l'incompétence totale, la violence organisée etc...

Le «congrès du peuple» exigea la démission de Gairy ou alors il déclencherait une grève générale.

Gairy tente alors de briser le mouvement par la répression en s'attaquant d'abord à la tête.

Le 18 novembre 1973, six dirigeants du NJM : Maurice Bishop, Unison Whiteman, Selwyn Stachan, Hudson Austin, Kenrick Radix et Simon Daniel alors qu'ils se rendaient à une réunion pour discuter de la grève générale avec certains leaders syndicaux, furent sauvagement agressés par les mongoose gang : battus jusqu'au sang, ils eurent aussi les cheveux rasés au tesson de bouteille, après quoi ils furent jetés en prison.

Auparavant et surtout depuis le «congrès du peuple», plusieurs militants du NJM avaient été battus comme cela. On comptait aussi un certain nombre de «disparitions» brutales de militants et sympathisants du NJM probablement exécutés par la police.

Ces faits montrent que Gairy avait déjà engagé dès cette année un processus de liquidation physique de la tête du NJM. Seule la mobilisation populaire importante autour du NJM et l'opposition grandissante de la population à la politique de Gairy l'empêchait d'exécuter ouvertement les militants les plus en vue du NJM. Il lui fallait donc les réprimer journalièrement pour les affaiblir, les démoraliser avant le coup de grâce. Une course de vitesse commença donc à s'engager entre le pouvoir et le NJM jusqu'en 1979. Cela sera confirmé plus tard par la propre police de Gairy.

Mais plus la répression se renforçait et plus l'opposition à Gairy s'élargissait, y compris dans les milieux bourgeois et petits bourgeois. Un comité des 22 incluant le syndicat

des enseignants de l'île, celui des fonctionnaires et d'autres syndicats les églises et même le très «petit bourgeois» club du Rotary prirent position contre la dictature.

Le lendemain de l'agression et de l'emprisonnement des dirigeants du NJM, ce comité des 22 appela à une grève générale. Il demandait que Gairy arrête les agresseurs de Bishop et de ses «compagnons» qu'il réorganise sa police. Gairy sentant qu'il n'aurait pas cause gagnée face une grève qui fut réellement générale, accepta. Après une semaine le comité des 22 appela à la reprise du travail. Une commission d'enquête fut mise sur pied... mais Gairy conserva son «Mongoose gang» et trouva un bouc émissaire auquel il fit porter la responsabilité du «dimanche sanglant».

Dans la mesure où Gairy n'avait cédé en fait sur aucune des revendications du comité des 22, notamment la suppression des «mongoose gang» et l'arrestation des vrais coupables, une grève générale fut décidée à nouveau par le comité des 22 et la direction du New Jewel movement. Elle démarra le 1er janvier 1974. Toute la vie de l'île fut paralysée. Et cela dura trois mois !

Trois mois marqués par des rassemblements de protestation, des défilés toujours réprimés par la police de Gairy qui entraînaient autant de réactions de la population. C'est lors de tels événements que fut assassiné par la police de Gairy, le père de Maurice Bishop : Rupert Bishop.

L'indépendance sous le pouvoir de Gairy.

Le gouvernement Gairy était à deux doigts de la faillite totale. La grève paralysait le pays.

Les masses pauvres de Grenade en avaient assez des privations, de la misère, de la dictature éhontée de Gairy, du manque total d'hygiène et de sécurité. Quant aux dirigeants du NJM et du comité des 22, tout en s'appuyant sur le sentiment de ras-le-bol populaire, ils avaient aussi profité de la proximité de la date de l'indépendance fixée au 7 février 1974 pour se poser aussi en prétendants au pouvoir de la Grenade indépendante. Il leur fallait donc remettre en cause avant l'indépendance le leadership de Gairy. L'organisation de la grève générale est donc liée à la proximité de l'indépendance bien qu'elle corresponde aussi à un sentiment réel de colère des masses du pays.

Inquiets de cette situation à la veille de l'indépendance, l'impérialisme britannique aidé par d'autres pays et ses anciennes colonies de la région acceptèrent de soutenir Gairy. Il fallait faire en sorte que le passage à l'indépendance se fasse le mieux possible pour l'impérialisme britannique. Cela voulait dire qu'il fallait un pouvoir, une autorité dans l'île pouvant mater éventuellement le mouvement de masse.

D'autre part, les dirigeants du NJM ne proposèrent pas d'autres perspectives aux masses de Grenade en colère que le blocage économique de l'île. Une fois cela réalisé, ils ne proposèrent rien d'autre. Derrière cette direction petite bourgeoisie la classe laborieuse du pays fut finalement contenue et réduite à un rôle de pression. La prise du pouvoir par les

travailleurs ne faisait pas partie du programme et des perspectives du NJM.

L'impérialisme accorda 100.000 livres à Gairy pour payer les fonctionnaires. La Jamaïque, Trinidad et Guyana firent un prêt de deux millions de dollars à Grenade.

D'autre part, la Grande Bretagne et le Canada dépêchèrent trois navires de guerre qui prirent position dans le port de St. Georges.

Quant à la grève des travailleurs du port, qui depuis le début bloquait entièrement tout le trafic, elle fut brisée par la direction syndicale qui a été purement et simplement achetée à coups de plusieurs milliers de dollars. D'après certains, ce serait la CIA qui, par l'intermédiaire de syndicats qu'elle contrôle dans la Caraïbe aurait corrompu les dirigeants syndicaux et aussi des militants.

Cela permit au gouvernement de débloquer partiellement la paralysie du pays et de trouver un second souffle. Un mois après, en mars, les travailleurs sans perspectives reprirent le travail.

Gairy conservait de justesse le pouvoir dans Grenade indépendante depuis le 7 février 1974. Mais c'était un pouvoir basé sur la terreur et sur le soutien financier et militaire de l'impérialisme Britannique, au moins dans les premiers temps de l'indépendance.

Bien que la grève générale ait été un échec dans ses objectifs, elle fut un succès en ce qui concerne la mobilisation de la population. Le NJM gagna en popularité et en implantation dans toutes les couches de la société.

Mais le parti de Bishop montre là ses limites et sa nature. Car jamais pendant cette période de trois mois de grève qui créait une situation quasi insurrectionnelle, jamais les dirigeants du NJM n'appelèrent les travailleurs à s'organiser de manière autonome pour prendre le pouvoir, jamais ils n'ont proposé aux travailleurs de s'armer et de créer un véritable contre pouvoir à celui, chancelant de Gairy.

La direction du NJM et le comité des 22 aspiraient eux à venir au pouvoir à l'aube de l'indépendance.



Maurice Bishop



Kenrick Radix



Unison Whiteman

Espéraient-ils apparaître comme les interlocuteurs valables aux yeux de l'impérialisme britannique et discuter avec lui ? Croyaient-ils en un quelconque changement constitutionnel qui les aurait portés au pouvoir ? Pensaient-ils que la seule grève générale aurait suffi à faire tomber Gairy et qu'ils seraient ensuite apparus comme les seuls capables d'exercer le pouvoir ? Tout cela est possible. Ce qui est certain c'est que pour le NJM le rôle des masses se limitait à la grève mais ne s'étendait pas à la lutte pour le pouvoir.

A partir de 74, le NJM va se renforcer considérablement.

A preuve, il publie un journal, à 10.000 exemplaires dès sa parution, «New Jewel», il touche 10 % de la population de l'île.

Et, en 1976, il se présente aux élections générales. Une alliance électorale est conclue avec le GNP de Herbert Blaize. Gairy organisera une fraude méthodique qui explique en grande partie son succès à ces élections. «L'alliance du peuple» du NJM et du GNP remportera malgré cette fraude 48 % des voix, mais Gairy a la majorité des sièges : 15 contre 6 à «l'alliance».

La prise du pouvoir par le New-Jewel Movement.

C'est le 13 mars 1979 que la direction du NJM organisera un coup de force contre le régime Gairy et va s'emparer du pouvoir à l'issue d'une opération armée.

Comment cela fut-il possible ?

D'une part, les dirigeants du NJM savent qu'ils ont le soutien d'une très grande fraction de la population. Tout le montre : rassemblements ; grèves, élections. D'autre part, une fraction de la police et de l'armée de Gairy a rejoint le NJM clandestinement depuis la fin de l'année 77.

Il faut dire que la dictature de Gairy a fini de décourager même des éléments proches de lui. Ceux-ci aspirent à un régime plus sain. Ils n'ont d'autres perspectives que de rejoindre le NJM.

Mais les dirigeants du NJM surtout n'ont pas le choix. Comme le dira Bishop plus tard, «c'était eux ou nous». Gairy s'appretait à liquider le NJM. Un plan de répression avait d'ailleurs été établi à cet effet. Gairy devait s'absenter pour quelques jours aux USA et pendant son absence ses hommes de main devaient faire le travail. La direction du NJM informée de cela décide de passer à l'offensive et c'est cela qui précipite le coup de force du 13 mars 1979.

Le coup sera une réussite totale. Moins d'une cinquantaine d'hommes dirigés par Hudson Austin prennent la caserne où sont concentrées les forces de Gairy, ils prennent la radio, arrêtent les ministres.

Les quelques trois cents hommes de la police, et de l'armée de Gairy n'offrent pas de résistance. Ils n'ont pas la population de leur côté.

Aussitôt le nouveau pouvoir lance des appels à manifester et la population répond massivement, très massivement dans les rues. Il est visible que cette population approuve chaudement la prise du pouvoir par le NJM.

Est-ce cependant une révolution comme le disent les dirigeants du NJM et beaucoup d'organisations de gauche dans les Antilles ? Non, car à aucun moment les masses de Grenade n'ont dirigé elles mêmes quoique ce soit. Elles approuvent et soutiennent ce qui est fait en leur nom mais ce n'est pas elles qui le font.

Une déclaration de Bishop le jour de la prise du pouvoir est d'ailleurs édifiante sur la manière dont sont considérés le rôle et

la place de la population par les dirigeants du NJM.

Bishop déclare à la radio ce 13 mars (donc le Jour de la prise du pouvoir) :

«Nous demandons à tous les travailleurs les jeunes, les femmes de se rassembler sur les places centrales et d'attendre l'arrivée des forces armées révolutionnaires».

Les masses doivent attendre ! Attendre ceux qui ont les armes pour les délivrer de la police de Gairy, pas s'armer elles mêmes, pas «faire» elles mêmes.

Certes, la réponse sera massive, des milliers de gens descendront dans les rues, mais cela suffit-il à qualifier les événements de «révolution». La terre, les biens de production les banques, l'armée ne sont pas aux mains de la population.

Bien sûr le nouveau pouvoir en finira avec la dictature et les pratiques d'un pouvoir corrompu. Bien sûr il relèvera quelque peu l'économie du pays, bien sûr il alphabétisera le pays et cherchera dans tous les domaines à créer un climat plus sain. Il y parviendra dans une certaine mesure. Mais ce n'est pas comme on veut le faire croire le peuple grenadien, ou les travailleurs grenadiens qui sont au pouvoir, c'est la petite bourgeoisie du pays qui a choisi des dirigeants plus honnêtes et compétents que ceux qui les précédaient et qui sont soutenus par la majorité de la population qui vomissait le régime Gairy.

Dans le prochain numéro : Ce que fut le régime de Bishop et du NJM.

(Texte diffusé dans les entreprises).

LES AMERICAINS A GRENADÉ, SOUS LES MASQUES DE «LIBERATEURS» SE CACHENT DES VISAGES D'ASSASSINS.

Devant l'opinion mondiale, Reagan se présente en "libérateur" ! Alors que les déclarations des américains ayant vécu à Grenade eux-mêmes montrent que le déluge de fer et de feu, les balles qui explosaient partout, les maisons mitraillées, éventrées, incendiées... tout cela a été l'oeuvre des troupes américaines... pas des Cubains, des Soviétiques ou des Grenadiens !

Bien sûr, le coup d'état militaire contre Bishop était condamnable tout comme beaucoup d'autres qui se déroulent aux quatre coins du globe.

Mais les gouvernants des Etats Unis ont saisi le premier prétexte venu pour intervenir. Et on peut ajouter qu'ils ont saisi la bonne occasion : celle où la mobilisation du peuple Grenadien était affaiblie par les divisions et les déchirements dus au coup d'état du général Austin !

Que font les Américains aujourd'hui ? Comme des criminels qui accomplissent un mauvais coup, ils refusent tout témoin. C'est ainsi que la presse internationale n'est toujours pas autorisée à observer, enquêter, sur ce qui se passe.

Et cela n'est absolument pas justifiable par le fait que "c'est pareil pour les Soviétiques en Pologne"... comme le répètent les gens de droite.

Aujourd'hui, c'est l'armée américaine qui fait un "nettoyage" à Grenade, et cela veut dire que sans témoins, les troupes américaines dûment informées par la CIA procèdent à l'élimination des gens de gauche, révolutionnaires, syndicalistes, miliciens, partisans de Bishop ou pro-soviétiques... tous sont gravement menacés.

Ce que les américains font à Grenade, c'est une purge pour ensuite faire régner un ordre que personne ne pourra sérieusement contester.

Mais la machine de répression dépechée par Washington connaît quand même quelques difficultés : il y a des «poches de résistance» !

Les officiels Américains bien sûr parlent de "Cubains". Mais plus vraisemblablement il s'agit de Grenadiens qui ont suffisamment de ressort pour organiser la résistance. Et

c'est tout à l'honneur de ce petit peuple Grenadien que certains de ses fils opposent encore une résistance farouche à l'intervention américaine, malgré la disproportion des forces en présence.

Le conflit de Grenade, tout comme les luttes qui se déroulent dans la région (Salvador, Nicaragua) témoignent de la volonté des gouvernants américains de s'opposer au désir d'émancipation et de progrès des peuples.

La riche Amérique n'est si riche que du pillage éhonté des 3/4 du globe par les trusts américains. Les Etats Unis affament et emprisonnent dans le sous-développement tout ce qu'on appelle le "Tiers-Monde".

Mais certains voudraient détourner notre attention de ces gangsters en prenant prétexte des exactions des Soviétiques en d'autres temps et lieux.

En intervenant à Grenade, c'est un avertissement qu'il donne aux peuples.

Ce n'est pas "le communisme" les "Russes" les "Cubains", que combattent les troupes américaines.

L'armée américaine aux quatre coins du monde combat et meurt pour la mainmise de quelques financiers sur le café et le cacao Brésilien ou Colombien, le pétrole Vénézuélien ou Arabe, la banane du Costa-Rica, l'étain de Bolivie etc... la liste serait trop longue à citer. Ces sociétés américaines et la CIA sont partout où il y a des richesses à exploiter... et les troupes armées ne sont pas loin en cas de "troubles".

Alors, débarrassons nous de la croyance dans le rôle de défenseur du "monde libre" de l'Amérique.

Sous cette bannière se cachent les comptes sordides d'une classe qui accumule des richesses en dépouillant des centaines de millions d'hommes jusqu'au dénuement le plus complet, jusqu'à leur arracher leur propre chair.

Ce système ignoble existera tant que nous n'y mettrons pas fin de façon consciente par nos luttes. Le premier pas dans ce sens c'est déjà de comprendre sa véritable nature et de ne pas croire les discours de ceux qui sont payés pour nous servir sa propagande hypocrite.

A PROPOS D'UN COMMUNIQUE DE LA CGTG.

Dans un communiqué qu'elle nous a fait parvenir, la CGTG tire le bilan de la participation aux élections à la Sécurité Sociale et à la Caisse d'Allocations Familiales.

Le communiqué affirme :

Avec 20.000 électeurs et 52 % des suffrages exprimés, la C.G.I.G. dépasse l'ensemble des Organisations Syndicales et reste incontestablement la plus puissante centrale Ouvrière de la Guadeloupe.

Le Bureau Confédéral félicite tous ceux et celles qui ont voulu, par ce vote, manifester leur confiance et leur attachement à la C.G.T.G.

Le Bureau Confédéral estime cependant que ces résultats encourageants ne reflètent que partiellement les capacités et l'influence réelle de la C.G.T.G.

Le Bureau Confédéral évalue à 6 000 le nombre d'électeurs qui n'ont pu voter en faveur de la C.G.T.G. à la suite de leur non-inscription sur les listes électorales, des complications administratives, les difficultés à repérer des bureaux de vote situés très loin du lieu de

résidence et de la confusion créée par le vote simultané C.G.S.S. et C.A.F.

A la suite d'un tel bilan, le bureau confédéral appelle au «renforcement du potentiel de la CGTG» et demande aux militants de faire des adhésions nouvelles pour consolider la C.G.T.G.

Tout cela est tout à fait normal. Mais «renforcer» le syndicat, le «consolider», etc.. Cela doit être lié avec la perspective de préparer la classe ouvrière à la lutte contre la rigueur et l'austérité.

Les patrons ont déjà largement entamé la lutte pour réduire le niveau de vie des travailleurs.

Dans la plupart des entreprises privées, on assiste aujourd'hui à un renforcement de l'exploitation accompagné de licenciements.

Le nombre des travailleurs en activité diminue et la quantité de travail par ouvrier et employé augmente.

Dans les services publics (hôpitaux, P et T, EDF) c'est pareil : on licencie les non-titulaires, les auxiliaires et le travail augmente en quantité pour ceux qui restent !

C'est cela l'austérité. Et le fait qu'à la tête du gouvernement se trouvent des socialistes et communistes ne doit plus nous faire hésiter à préparer et engager la lutte.

Il y a un choix à faire : rester les bras croisés s'agiter sur ce qui n'est pas essentiel, fuir la responsabilité d'organiser le combat de la classe ouvrière, ou s'y mettre résolument.

Les militants de la CGTG, comme ceux de toutes les organisations ouvrières se rendent bien compte des effets néfastes de la politique du gouvernement de gauche.

Ce serait une erreur grave et peut-être tragique de rester l'arme au pied (avec une organisation «renforcée», «consolidée» !) sous prétexte que c'est un gouvernement de gauche qui attaque les positions et les intérêts de la classe ouvrière.

Car aujourd'hui, ce qui renforce la droite c'est justement la passivité dans laquelle est maintenue la classe ouvrière.

Il est absolument indispensable du point de vue des intérêts de la classe ouvrière que l'ensemble des travailleurs, que les militants ouvriers, s'opposent, avec leur classe, à la politique anti-ouvrière du gouvernement.

Attendre plus longtemps, ou croire qu'il s'agit d'un mauvais moment à passer et que le gouvernement «se reprendra» et fera une politique plus favorable aux travailleurs serait une illusion coupable.

Les déclarations des gouvernants sont claires.

C'est aux travailleurs de faire les frais de la crise, et aux capitalistes de ramasser les subventions de l'état !

Même si tout prouve que ceux-ci gardent les subventions sans créer un emploi de plus avec cet argent !

Si la CGTG et tous les syndicats qui se sont mobilisés pour la campagne électorale de la CGSS et CAF faisaient ne serait-ce que la moitié des efforts consentis là mais dans le but de mobiliser les travailleurs, on verrait changer le rapport des forces en faveur de la classe ouvrière.

C'est bien de cela qu'il faut discuter entre ouvriers, militants syndicaux ou politiques. Il faut barrer la route à la détérioration des conditions de travail et de vie des travailleurs. Et ce n'est pas autour du tapis vert que cela se fera !

ECHOS DES ENTREPRISES

GUADELOUPE

BATIMENT : FIN DE CHANTIER FIN DE TRAVAIL... MAIS PAS FIN DES PROFITS POUR LES PATRONS.

Sur le chantier de la nouvelle centrale EDF à Jarry travaillent plus de deux cents ouvriers du bâtiment des entreprises SATOM et Quillery St Maur. Déjà il y a plusieurs mois Quillery avait licencié plusieurs dizaines de travailleurs. Mais il n'y a pas bien longtemps on réparait encore de licenciements, à la SATOM cette fois.

Les délégués du Comité d'Entreprise ont pu faire reculer la direction là-dessus. Il n'empêche que l'on parle quand même de licenciement avant la fin de l'année, soi-disant pour fin de chantier. Pourtant ces entreprises ont probablement des plannings de construction, des discussions en cours avec ceux qui leur commandent des chantiers. Nous devrions nous ouvriers, le savoir ! Les patrons font des prévisions pour ne pas rester sans marché. Alors pourquoi prévoieraient-ils déjà de nous licencier pour fin de chantier.

MARTINIQUE

METALLURGIE

SOFECA . CURIEUSE MALADIE

Le directeur de la SOFECA disait toujours être fort et vaillant : il ne tombait jamais malade, alors qu'il nous reprochait sans arrêt d'être en congé de maladie.

Mais depuis qu'il nous a vus entrer dans son bureau en masse pour lui demander d'organiser les élections de délégués du personnel, il s'est fait hospitaliser tout de suite après.

Nous lui souhaitons un prompt rétablissement, car nous avons encore bien des problèmes à régler avec lui !

METALLURGIE MARTINIQUE

DELATRE-LEVIVIER EMBAUCHE DES INTERIMAIRES DE FRANCE.

Sur le chantier de Bellefontaine, Delattre Levivier a embauché en masse des intérimaires venant de France. Sont-ils plus capables que nous ? Certainement pas, puisque sur les 6 soudeurs et les 9 tuyauteurs du chantier nous ne voyons rien qu'ils fassent et que nous soyons incapables de faire !

Delattre-Levivier pouvait bien trouver ici même des travailleurs ayant la qualification nécessaire pour le chantier de Bellefontaine. Mais il a préféré faire autrement : embaucher ailleurs des gens n'ayant aucune garantie d'emploi, et qu'elle peut faire trimer sans qu'ils protestent, même si pour cela, l'entreprise paie bien.

Encore une preuve que Delattre divise les travailleurs pour mieux les exploiter.

METALLURGIE (MARTINIQUE)

BELLEFONTAINE : CONCURRENCE ENTRE PATRONS

La concurrence entre les patrons sur le chantier de Bellefontaine va bon train. Pour Delattre, Diarteyou Gestalter, c'est à qui ira le plus vite. Le but de ces messieurs est bien entendu d'essayer de soutirer les contrats de Maintenance à la direction d'EDF. Dans ce cas, c'est un argent frais assuré sans trop forcer, pour des années.

Mais en attendant c'est nous qui supportons les frais de cette concurrence : les heures supplémentaires, les cadences acharnées c'est pour nous ! Les patrons dans les bureaux constatent semaine après semaine l'état d'avancement des travaux. Jusqu'au moment où nous leur dirons que nous en avons assez.

SECURITE SOCIALE

LES BIENFAITS DE LA DIRECTION

La direction a doté l'atelier de reprographie depuis plusieurs mois déjà d'une nouvelle machine offset.

Mais contre toute logique, en ajoutant la quatrième machine, elle n'a pas ajouté un quatrième homme.

Au contraire, depuis le départ de l'ancien responsable qui n'a jamais été remplacé, c'est un conducteur de machine qui assure également l'organisation du service.

Par cette attitude, la direction annonce ainsi son intention d'augmenter la production en diminuant le personnel.

Porter atteinte à nos conditions de travail c'est le nouveau credo de la direction. Qu'elle ne compte pas sur nous pour dire amen.

SECURITE SOCIALE MARTINIQUE

LES MENSONGES DE LA DIRECTION.

Alors que ces messieurs ne se refusent rien, quand il s'agit de leurs intérêts (le galop, promotionnel continue). C'est tout autre chose quand il s'agit de nous.

La direction nous a refusé la journée du lundi chômée, prétextant que la direction régionale s'y est opposée. Mais nous savons qu'elle s'était également opposée à la création du poste de directeur adjoint ce qui n'a pas empêché sa création.

Alors de qui se moque-t-on ? Il faut que la direction sache que nous ne sommes pas dupes de ce manège.

Manège qui d'ailleurs ne tournera que tant que nous ne nous déciderons pas à y mettre un frein.

POINTE-A-PITRE

FORUM DE L'INFORMATIQUE ET PANNES D'ELECTRICITE.

Mardi 8, c'était la première journée du Forum de l'informatique qui se déroule au centre des Arts et de la culture de Pointe-à-Pitre.

De nombreux exposants présentaient les dernières merveilles de l'informatique, de la bureautique, de la télématique. On apprenait même que les Antilles seraient dotées dans les premiers mois de l'année 84 d'un réseau Télérel, réseau d'informations téléphoniques sur écran télévisé.

Bien sûr expliquaient certains exposants ces nouvelles techniques entraîneront probablement la suppression de certains postes, mais à notre époque, il faut faire des efforts

pour être «performants». Et puis, c'est le nouveau secteur de pointe qui marche... Et puis patatrac...

L'EDF faisait de nouveau des siennes. Les coupures d'électricité succédaient aux coupures. Les exposants décidaient alors de fermer les portes de la salle d'exposition craignant que tous ces appareils très sophistiqués ne souffrent de ces sautes de tension brutales.

Il fallait y penser ! Cela fait sûrement partie des aléas de l'application de l'informatique dans une société colonisée et sous-développée.

Il y en a sûrement d'autres !

UN «CHARNIER» A GRENADÉ : UNE INFORMATION QUI ARRANGERAIT LES DIRIGEANTS DES USA.



Les «mauvais» américains rassemblent les victimes de leur Safari.

Selon la presse, «un charnier» aurait été découvert à Grenade, dans lequel il y aurait les corps de l'ancien premier ministre assassiné, Maurice Bishop et de plusieurs autres dirigeants grenadiens.

L'impérialisme américain a dans un premier temps démenti l'information, puis reconnu qu'elle était vraie. Qu'en est-il réellement ? Il est très difficile de le dire dans la situation que connaît aujourd'hui la Grenade. Le gouvernement des Etats-Unis contrôle et quadrille l'information, ne laisse rentrer dans Grenade que des journalistes qui répètent et diffusent ce qu'il veut bien. L'on rapporte que des journalistes de RFO-Guadeloupe se plaignaient dans l'avion qui les reconduisait en Guadeloupe de ce qu'il avait été empêchés de faire leur travail.

Alors, qu'il y ait eu démenti, puis confirmation de l'existence d'un «charnier» à Gre-

nade, cela ne peut être que du cinéma de la part de l'impérialisme américain, visant à donner plus de poids à l'information. Et l'on comprend d'autant mieux une telle démarche que le gouvernement Reagan veut à tout prix justifier aux yeux de l'opinion mondiale l'intervention brutale et musclée des forces militaires des Etats-Unis contre le peuple de Grenade. L'existence d'un charnier dans Grenade, voilà qui arrange l'impérialisme américain. Il fallait bien rétablir l'ordre dans ce pays où des dirigeants avaient déjà commencé à s'entre-tuer, tel est en quelque sorte ce qu'il y a de sous-jacent dans la diffusion de cette information !

Vraie ou fausse cette information ? Nul aujourd'hui hormis les représentants de l'impérialisme américain ne peut le savoir. Mais même si elle se révélait exacte, elle ne pourrait en aucune façon justifier l'intervention des forces impérialistes contre le peuple de

Grenade. Il appartenait et il appartient au seul peuple de Grenade de dire comment il entend être dirigé et par qui il veut être dirigé. Ce n'est pas à l'impérialisme américain et à qui que ce soit d'autre de le faire à sa place, et surtout de le faire comme l'ont fait les marines américains.

Malgré les difficultés, les crimes des militaires, les Grenadiens auraient très certainement fini par trouver leurs propres voies et moyens de régler leur problème. Mais en réalité en envahissant la Grenade, en y faisant intervenir 6000 marines avec un armement des plus sophistiqués, c'est bien cela que ne voulait point l'impérialisme américain. Ils ne voulaient pas laisser les Grenadiens régler eux-mêmes leurs propres affaires. Et c'est bien cet aspect de l'intervention des U.S.A qui constitue le danger le plus grave pour les peuples de la Caraïbe et pour tous les peuples en général, du dit «monde libre».

LE JEUNE GUADELOUPEEN TUE A BEYROUTH : MORT POUR UNE CAUSE QUI EST CELLE DES RICHES.

Un jeune guadeloupéen de 21 ans, Sylvestre Théophile, fait partie de la liste des militaires français qui sont morts à Beyrouth à la suite de l'attentat qui s'est produit le 23 octobre. Comme tous les jeunes militaires qui ont été victimes de cet attentat, Sylvestre Théophile a perdu la vie pour une cause qui n'est ni la liberté ni la paix, mais bien pour les intérêts de l'impérialisme français et américain, et ceux d'une minorité de féodaux et financiers Libanais.

France-Antilles n'a pas manqué de présenter ce jeune guadeloupéen comme exemple de fierté militaire. Sa carrière dans l'armée, commencée à 17 ans, s'est arrêtée comme «chasseur parachutiste». Dans le dernier courrier que sa mère a reçu (comme le dit France-Antilles), il expliquait la menace qui pesait sur sa vie à cause des nombreuses explosions qui se faisaient sous ses yeux, et disait qu'il «n'avait pas peur parce qu'il était courageux».

Ce courage, le pouvoir l'a utilisé tout comme celui des jeunes soldats français morts au Liban au profit d'une lutte sans merci que les pays impérialistes mènent contre les opprimés palestiniens, syriens, libanais et égyptiens. Les jeunes n'ont rien à gagner en sacrifiant leur vie pour une poignée de possédants et un système fondé sur l'exploitation de millions d'hommes.

Ils gagneront davantage en consentant ne serait-ce qu'une faible part des sacrifices et du courage utilisés dans les «Sales guerres» du Liban, du Tchad et d'ailleurs au profit d'une lutte pour une société meilleure qui sera construite avec l'ensemble des exploités.

LIBAN :

MENACES DE L'ARMEE AMERICAINE

La situation au Liban et dans tout le Moyen Orient reste explosive.

Le «congrès national de réconciliation» a réuni durant quelques jours et loin des combats, dans les salons feutrés d'un grand hôtel suisse, les représentants des parties engagées dans la guerre au Liban. Et avant de suspendre leurs séances jusqu'au 14 novembre les délégués ont reconnu dans un communiqué commun : «les efforts qui ont abouti au succès des travaux.»

Mais le cessez-le-feu conclu le 25 septembre dans la région libanaise du Chouf où les troupes libano-chrétiennes s'affrontaient aux milices druzes de Walid Joumbatt soutenues par l'armée syrienne, reste précaire et dans les faits des combats sporadiques n'ont jamais cessé.

Dans le même temps, les libanais progressistes sont toujours acharnés à se battre contre les troupes étrangères qui favorisent, soutiennent le pouvoir des libanais de droite. C'est ce, la que démontrent les deux attentats contre les soldats américains et français. Après ces attentats de Beyrouth qui avaient fait plus de 200 morts, un autre attentat a fait plus de 20 morts et de nombreux blessés dans l'armée israélienne.

Dans le même temps aussi, des milliers de combattants palestiniens se sont séparés du Fath, dirigé par Yasser Arafat et livrent une lutte sans merci à ceux qui lui sont restés fidèles près de la ville de Tripoli au nord du Liban. Ils lui reprochent sa modération et les compromis qu'il veut passer avec l'impérialisme et Israël.

Aujourd'hui, la lutte des dissidents est récupérée par la Syrie qui cherche à affaiblir

Yasser Arafat, alors même qu'autrefois l'armée Syrienne avait contribué à affaiblir les forces de gauche libano-palestiniennes.

Mais la situation présente prend aussi sa source dans la guerre israélienne au Liban en 1982.

Les troupes israéliennes soutenues par l'impérialisme américain étaient arrivées jusque dans Beyrouth. Et de cette place forte elles avaient fait voler en éclats la gauche libano-palestienne qui avait dû quitter Beyrouth. Ce sont les troupes américaines et françaises qui ont remplacé les troupes israéliennes pour maintenir la paix, la paix des Phalanges de droite qui ont pu mettre à la tête de l'état leur chef Gemayel.

Aujourd'hui, les mêmes qui depuis près de 8 ans, entretiennent la guerre, sèment la mort pour protéger leurs intérêts, les places fortes bancaires de Beyrouth et de Baalbeck qui continuent à faire des affaires juteuses, ont fait monter d'un cran leurs menaces.

Reagan élève le ton et montre du doigt l'URSS. Il intime à Moscou l'ordre de surveiller de près ses «amis» syriens ou Palestiniens dissidents de l'OLP, menaçant d'intervenir plus massivement dans la région si le terrorisme touchait encore les forces américaines ou alliées.

Et déjà une force d'au moins 29 bâtiments de guerre, 300 avions, se trouve rassemblée près de Beyrouth. Mais après avoir allumé et entretenu la guerre dans cette région pour protéger les intérêts capitalistes, l'impérialisme américain voudrait aujourd'hui passer pour le défenseur de la paix.

Dernière Heure :

On apprend finalement qu'il ne s'agit plus d'un «charnier» de plus de 100 corps, mais de 4 ou 5 corps calcinés impossibles à reconnaître. Décidément, les mises en scène macabres ne déçoivent pas ceux qui contrôlent l'île de Grenade...

Il est vrai que les «charniers», ils connaissent cela pour en avoir laissé plus d'un au Viet-Nam, dont celui de MY-LAI de triste mémoire.

MARTINIQUE :

PROVOCATION ANTI-OUVRIERE

DE LA DIRECTION

DE L'HOTEL MERIDIEN

SUITE DE LA PAGE I

Mais si les patrons et le pouvoir blanc savaient que les syndicats, tous les syndicats étaient prêts à se dresser contre eux, ils seraient moins arrogants.

L'affaire du Méridien est un avertissement à tous les travailleurs : les patrons veulent mater la classe ouvrière martiniquaise. Ils veulent licencier, bloquer les salaires, etc... et dans cette tâche l'administration est de leur côté.

Mais les travailleurs conscients décidés à se battre les militants ouvriers, ont les moyens de se préparer à la riposte. Il faut se voir, se rencontrer, discuter fraternellement de cette riposte, sans sectarisme de partis ou d'appartenance syndicale.

SUITE DE L'EDITORIAL

Et même si l'arme atomique n'était pas utilisée les armes «classiques» sont suffisamment élaborées pour faire plusieurs centaines de millions de victimes.

Cette fois, c'est l'humanité elle-même que la bourgeoisie menace de mort.

Cette menace, il existe un moyen de la réduire à néant : c'est que la population celle dont les capitalistes envisagent de se servir comme chair à bombe atomique, prenne le pouvoir que détient aujourd'hui cette minorité d'assassins. C'est de renverser la société capitaliste qui menace notre espèce d'instinct, pour la remplacer par une société socialiste. Si nous voulons la Paix, il faut préparer la révolution !

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110-POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728